

Premiers regards (II)

Un keynésianisme discret

Alain Lipietz est économiste et porte-parole des Verts.

Il est l'auteur de « La société en sablier », La Découverte.

En 1981, pour « vider les ANPE en remplissant les caddies », la gauche s'était cassé les dents sur la contrainte extérieure. Le gouvernement Jospin ne songe nullement à réduire l'édrédon protecteur de plus de 100 milliards d'excédents commerciaux, pas plus que les profits du capital productif. Pourtant quelque chose a bougé. La réduction du déficit budgétaire n'est plus un dogme auquel tout sacrifier. Et surtout, une redistribution commence à s'opérer au détriment des profits financiers, au bénéfice des salaires.

[De nouveau tous keynésiens

C'est que l'atmosphère a changé. Cinq ans de monétarisme obtus et de budgétarisme étroit, condensés dans les désastreux critères de Maastricht, ont assommé l'Europe, la coupant des booms économiques de l'Asie et des Amériques. Profit, rentes, hauts salaires et excédents commerciaux se

sont accumulés en haut d'une véritable Société en sablier, tandis que chutait vers la précarité la majorité de la population. Même la Bundesbank pratique enfin une baisse tardive des taux d'intérêt. Les pays qui avaient eu la sagesse de dévaluer en 1992-1993 (Royaume-Uni, Italie, Espagne) abandonnant leur parité de combat, la France retrouve, avec un taux de change raisonnable, une compétitivité exceptionnelle qui se traduit par une croissance industrielle remarquable (5% en 1997).

Bref, il y a de la marge, et la presse redécouvre les effets positifs des dévaluations, tout en s'inquiétant de la faiblesse de la demande intérieure. Ce retour du keynésianisme dans les têtes est théorisé par des économistes influents auprès de Lionel Jospin (Pierre-Alain Muet, Jean-Paul Fitoussi), et par de jeunes économistes critiques de la Pensée Unique pour qui même la réduction de la durée du travail n'est qu'un prétexte à relance. Pourtant, c'est la bonne vieille pensée unique d'avant 1983 renaît : « seule la croissance créera des emplois », et la croissance dépend du taux d'intérêt (qui favorise l'investissement), du taux

de change (qui favorise l'exportation) et de ... eh bien de la demande des ménages salariés et de la dépense gouvernementale.

Observons d'abord le « keynésianisme discret » dans le domaine budgétaire. On se souvient qu'Alain Juppé, affolé par les déficits accumulés et jamais réduits, avait cassé toute reprise pour tenir dans le critère des « 3% avant le 31 décembre 1997 ». Remarquable fut l'habileté avec laquelle Dominique Strauss-Kahn s'assit tranquillement sur cette contrainte maastrichtienne, sans déclencher la moindre protestation de nos partenaires, en proclamant qu'on reviendrait au-dessous des 3%... à la fin de 1998. Laisant la bride sur le cou de la croissance en 1997, il permettait une décade tranquille du déficit.

Sa volonté de revenir quand même vers l'équilibre reste pourtant critiquée à gauche. A tort, à mon avis. Un pays comme la France, sans retard d'investissement public à rattraper, n'a aucune raison de reporter en permanence ses dépenses d'une année vers les générations futures. Surtout quand la croissance est inférieure à 3% et les taux d'intérêt réels supérieurs à 3% : ce qui n'est pas payé aujourd'hui coûtera relativement plus cher demain. La norme doit donc être l'équilibre budgétaire. Le déficit est une arme contracyclique, à utiliser en cas de récession comme l'avait fait Bérégovoy. Pour tenir cette arme disponible, il faut revenir à l'équilibre dès que l'économie est en expansion... ce qu'avaient oublié Rocard et Balladur, et ce que fait Strauss-Kahn. Quant à stipuler, comme l'accord de Dublin, que le déficit doit osciller entre 0 et 3%, c'est encore une de ces règles idiotes dont il faudra un jour se débarrasser.

Reste le revenu des ménages populaires, ces ménages qui dépensent tout ce qu'ils gagnent, à la différence des rentiers et des hauts salaires, que les gouvernements précédents suppliaient de bien vouloir cesser d'épargner.

[Deux pas en avant vers la justice sociale

Réservant (on l'espère !) à l'an 2000 le grand choc sur le partage salaires-profits que constituera le passage aux 35 heures, le gouvernement amorce immédiatement un transfert de revenus vers les bas salaires, qui marque à la fois un nouveau coup de pouce en faveur de la consommation et un progrès dans la justice sociale. Dès l'été, l'impôt sur le bénéfice des entreprises est relevé. Le budget 1998 et la loi de financement de la sécurité sociale engagent deux réformes profondes, qui figuraient dans l'accord Verts-PS de janvier 1997 : celle du financement de la caisse-maladie et celle des allocations familiales. Accessoirement, on rogne sur les

avantages accordés aux ménages aisés qui embauchent du personnel de maison.

Sur le volet « financement », il s'agit de faire contribuer tous les revenus, et pas seulement le travail, aux cotisations-maladies. Cela s'appelle la « CSG », et cela permet évidemment de réduire les taux pour les salariés. Dès 1998, les revenus financiers seront taxés au taux de 10% au titre de la sécurité sociale. Il en résultera une hausse de 1% du pouvoir d'achat des salariés. En outre un (petit) prélèvement fiscal est amorcé sur l'assurance-vie.

Pouvait-on faire mieux ? L'impôt sur le revenu eut été préférable, et l'accord Verts-PS stipulait qu'au moins la CSG serait « rendue dégressive par un abattement à la base ». Le PS l'a « oublié »... sans doute pour ne pas trop charger la barque des classes moyennes-supérieures.

L'autre grande réforme est le plafonnement des allocations familiales (et accessoirement de l'Aide à la Garde d'Enfants à Domicile), à un niveau excédant largement le revenu moyen des familles de cadres supérieurs lorsque mari et femme travaillent (32 000 francs nets par mois).

Cette idée que « les riches n'ont pas vraiment besoin des allocs » fut attaquée avec une rare violence par la droite et par une certaine gauche. Pour la droite, il est normal que les plus riches reçoivent plus, car leurs enfants coûtent plus cher à élever. Combiné au système du quotient familial qui diminue leurs impôts, le système actuel revient en effet à subventionner beaucoup plus les enfants des riches que ceux des pauvres.

Pour certains « marxistes », ce plafonnement romprait avec le principe d'égalité (traiter tout le monde pareillement), lui substituant le principe d'équité (traiter chacun en fonction de ses possibilités et de ses besoins : bref, l'assistance !). Oublieraient-ils la Critique du programme de Gotha et du « droit bourgeois qui traite également des réalités inégales » ? Historiquement, les allocations servent à permettre aux moins nantis d'élever dignement leurs enfants et à « compenser » l'interdiction du travail des enfants. Mieux vaudrait sans doute supprimer le quotient familial et verser la même allocation à chaque enfant. Ce serait à la fois « égal » et « équitable ». Mais attention : ça fera hurler même les cadres moyens !

Le keynésianisme discrètement redistributif du gouvernement Jospin suscite déjà bien des criaileries. Il est pourtant bien loin de ce qui serait nécessaire. Signe du risque qu'il y aurait à confier à la seule redistribution fiscale le soin de resserrer une hiérarchie des revenus devenue démentielle avec le libéral-productivisme...